

Brochure n° 3102

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1747. – ACTIVITÉS INDUSTRIELLES  
DE BOULANGERIE ET PÂTISSERIE**

NOR : ASET1051262M

IDCC : 1747

**AVENANT N° 1 DU 9 SEPTEMBRE 2010**

**À L'ACCORD DE BRANCHE SUR LA CLASSIFICATION DU PERSONNEL EMPLOYÉ**

---

**PRÉAMBULE**

Afin de permettre aux entreprises de la branche de mettre en place, de manière sereine, le dispositif de classification issu de l'accord en date du 14 décembre 2009, les parties conviennent de reporter de 6 mois la date d'entrée en vigueur dudit accord telle que prévue à son article 9.

C'est dans ce cadre que les parties signataires de l'accord du 14 décembre 2009 sur la classification du personnel employé dans les entreprises relevant des activités industrielles de boulangerie-pâtisserie conviennent de modifier cet accord dans les conditions suivantes.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet du présent avenant*

L'article 9 de l'accord de branche en date du 14 décembre 2009 est supprimé et modifié par les dispositions suivantes :

**« Article 9**

*Entrée en vigueur et application effective de l'accord*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il prendra effet à compter du lendemain de la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*, sous réserve d'une non-opposition dans un délai de 15 jours courant à compter de sa date de notification.

Toutefois, les parties signataires conviennent que chaque entreprise disposera d'un délai de mise en œuvre effective du présent accord courant jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2011 au plus tard.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord au ministère de du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité. »

## **Article 2**

### *Durée et suivi de l'avenant*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il forme un tout indivisible avec l'accord du 14 décembre 2009.

En conséquence, ses modalités d'application, de révision et de dénonciation sont celles fixées à cet accord.

## **Article 3**

### *Date d'application. – Demande d'extension*

Le présent avenant entrera en vigueur le lendemain de la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*, sous réserve d'une non-opposition dans un délai de quinze jours courant à compter de sa date de notification.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord au ministère des affaires sociales, du travail et de la cohésion sociale.

Fait à Paris, le 9 septembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

FEBPF ;

GITE.

### **Syndicats des salariés :**

CFE-CGC ;

FGTA FO ;

CSFV CFTC.